

Conférence sociale : sans petits patrons ni salariés, l'échec est certain

La très attendue Conférence sociale a débuté lundi, avec évidemment la présence des partenaires sociaux. Mais leur légitimité n'est-elle pas remise en cause par leur peu de représentativité au sein des entreprises, ainsi que leur responsabilité dans la situation actuelle de l'entrepreneuriat français ?



Elle avait été promise. La voilà donc ! **La Conférence sociale qui débutait ce lundi sera, paraît-il, riche de promesses qui seront les fruits des discussions entre les partenaires sociaux...** Oui, parce que comme d'habitude, ce sont les partenaires sociaux, ceux-là même qui discutent depuis des lustres et sont content d'être payés pour, qui sont chargés de se mettre d'accord pour redresser l'économie, sauver les emplois, assurer une rémunération juste... autant de sujets majeurs qui seront traités autour de tables rondes qui reproduisent un entre soi habituel, celui-là même qui en quelques décennies a mis la France économique dans la situation déplorable dans laquelle elle se trouve. Il n'en ressortira rien. Rien au sens de ce qui relèverait de l'intérêt de leur mandants pour le moins, de l'intérêt général si l'on se prenait à rêver d'altruisme de la part de ces parfaits égoïstes.

La charge est lourde ? **Voilà une fois de plus mises en avant des organisations qui représentent à peine 8% des patrons et des salariés. Leur désaveu est tel, que les taux de participation aux élections ne cessent de baisser, faisant s'effondrer avec eux toute légitimité démocratique à parler au nom de tous.** Les patrons le disent eux-mêmes : ils sont plus de 60% à considérer que « leurs » organisations ne les représentent pas... **Quel mandat ces organisations ont-elles reçu des Français pour parler en leur nom et engager leur devenir ?**

Dénuées d'assises démocratiques, les syndicats ne peuvent même pas prétendre y substituer leur bilan économique et social : il faudrait, pour commencer, rendre des comptes sur les questions légitimement posées par le rapport Perruchot sur leurs propres modes de fonctionnement et leur financement. Poser la question de la moralisation de la vie publique. Ce dernier thème devrait même interdire aux organisations mises en cause de seulement s'asseoir autour de la table. Il faudrait, ensuite, dresser le bilan des alertes manquées, comme pour la crise de 2008 qu'aucune de ces organisations n'a vue venir, et que toutes annonçaient, il y a encore peu, comme étant derrière nous. Du côté des patrons, comme des salariés. Dresser la liste des entreprises et des emplois perdus : Seafrance, les ports, le livre et tant d'autres... Et qu'on ne vienne pas nous dire que c'est la faute des politiciens ou du reste du monde !

Alors la promesse d'une Conférence sociale sera tenue. Mais pour quel résultat ? Si l'on est convaincu de la réalité de la gravité de la situation, il n'y a d'autre alternative que de (re)mettre tout le pays en mouvement. De créer les conditions d'une mobilisation nationale volontaire, avant qu'elle ne nous soit imposée. Et pour cela, il n'y a pas d'alternative : **la Conférence sociale, pour espérer réussir, aurait dû être ouverte aux patrons et aux salariés, à leurs nouveaux représentants.** Même si, pour quelque temps encore, il appartient aux partenaires sociaux de finaliser et signer les accords qui doivent permettre à la France de faire face à son destin.

Car les questions les plus importantes, encore une fois, ne sont portées par aucun des membres de cette oligarchie agonisante : qui parle de l'impérieuse nécessité de faire de la lutte contre les défaillances d'entreprises la priorité absolue en matière d'action économique ? Car plus que pour des questions de compétitivité, les entreprises et les emplois disparaissent pour des raisons structurelles qui ne seront donc pas mises sur la table. L'absence de diagnostic pertinent est la garantie que les bonnes solutions ne seront pas mises en œuvre. Adieu douce utopie du redressement productif.

Aucune de ces organisations ne pose, dans une perspective d'une rémunération plus juste, la question du revenu des patrons. Si l'on peut comprendre qu'elle intéresse peu les syndicats de salariés dans leur organisation actuelle, on ne peut qu'être surpris du peu de cas que les représentants des patrons en font : ils sont à peu près aussi éclairés sur la question qu'un Jean-Luc Mélenchon qui tire ses informations éculées d'une organisation patronale ! Pourtant, ce niveau de rémunération détermine avec certitude les marges de manœuvre dont disposent les entreprises pour supporter des augmentations de salaires que certains voudraient imposer de façon autoritaire. **Et quand on acceptera de regarder les chiffres et de constater qu'un patron gagne moins de 2000 € par mois, en rémunération de son travail et du capital investi, alors on comprendra pourquoi il reste peu « à gratter » et pourquoi la question de la lutte contre les faillites doit être la priorité.** Et que d'elle, tout découle... Toutes les autres avancées bien sûr seront bonnes à prendre. Et obtenir une baisse du coût du travail, par exemple, que nous appelons de nos vœux, peut faire partie des bonnes nouvelles. Mais sans s'attaquer aux autres problèmes, cela reviendra à offrir un sursis au mourant...